

NEWS

EDITORIAL



PRÉSIDENTIE EUROPÉENNE

Pas de répit

Luc Caregari

Après l'échec du référendum, la présidence européenne aurait dû apporter un peu de calme au gouvernement - pas sûr que cela fonctionnera.

Traditionnellement, une présidence européenne est une bonne chose pour le Luxembourg. En tant que petit pays fondateur de l'Union européenne, cette tâche tournante est pour lui l'occasion d'exposer ses talents de négociateur et d'intermédiaire entre les grandes puissances pour régler les conflits. Le Luxembourg en tant qu'agent de jointure de la construction européenne, tel est l'image que le grand-duché aime donner de lui-même sur la scène bruxelloise.

Pourtant, rien n'est moins sûr que l'exercice réussisse. Cela pour plusieurs raisons. D'abord parce que, après le revers d'envergure essuyé au référendum, le gouvernement et sa majorité sont sérieusement affaiblis. Ils voyaient aussi dans cette présidence un moyen de recadrer le débat et de redorer leur blason en brillant sur la scène internationale. Le hic est que, cette fois, les problèmes européens risquent de dépasser largement les capacités de pacificateur dont dispose le Luxembourg. Prenons la crise des réfugiés : maintenant que l'idée de quotas de la Commission européenne est morte et enterrée, Jean Asselborn propose de centraliser toutes les demandes d'asile dans une seule agence européenne. Si l'idée est bonne, elle risque tout de même fortement de ne pas trouver d'écho favorable tant les différences entre les « partenaires » européens sont grandes. Si même l'Allemagne n'arrive pas à raisonner un Viktor Orbán, comment le Luxembourg le pourrait-il ?

Et il y a plus. La crise grecque par exemple, qui est loin d'être résolue. Que le troisième paquet d'aides octroyé à Syriza n'est pas efficace, ça, même Etienne Schneider l'a admis. Pourtant, les nouvelles élections du 20 septembre risquent de replonger le pays dans l'incertitude politique la

plus totale et de recréer un chaos que personne ne peut désirer. Sans oublier que les Espagnols aussi se rendront aux urnes en décembre et que le vent peut encore tourner en faveur de Podemos.

Face à aux défis européens, les priorités de la présidence luxembourgeoise blêmissent. Car « être à l'écoute du citoyen » et en même temps ne pas bouger sur la transparence des négociations des traités transatlantiques Tisa et TTIP est un non-sens. De même que « soutenir les entreprises » à une époque où les grandes multinationales s'offrent de plus en plus d'influence politique tout en échappant aux impôts grâce à des États complices comme le grand-duché ne risque pas de casser la baraque. Et finalement « coopérer avec les partenaires et les institutions pour agir dans l'intérêt européen » sonne très creux et ne veut pas dire grand-chose.

Face à aux défis européens, les priorités de la présidence luxembourgeoise blêmissent.

En tout cas, le bel effort de « nation branding » par le biais de la présidence européenne semble peine perdue. L'Europe est bien trop préoccupée par ses conflits intérieurs pour vraiment s'intéresser aux bienfaits d'un de ses plus petits membres - dont la réputation a de plus été sérieusement écornée ces derniers temps.

Justement, en parlant de Luxleaks, une date à marquer en rouge sur les calendriers sera le 17 septembre. Ce jour-là, le président de la Commission européenne, un certain Jean-Claude Juncker, va enfin témoigner devant la commission spéciale « taxe » du Parlement européen - enfin... si entre-temps aucune autre crise ne l'en empêche. Gageons que cette rencontre ne va pas trop contribuer à la bonne image du pays.

NEWS

Die EU als Militärmacht: Verteidigen, aber was? **S. 2**

REGARDS

Festung Europa: Unhaltbar **S. 4**

Exposition thématique: Sciences artistiques **p. 6**

Eine private Erkundung (Teil 1):

Reden und Schweigen zum Zweiten Weltkrieg **S. 8**

L'État islamique en Libye: Pousse-à-la-paix? **p. 11**

Libanon & Irak: Von Bagdad bis Beirut **S. 14**

(Coverbild: blu-news.org/flickr)